

POCL : décision au printemps

jeu, 19/02/2015 - 19:28 | Anthony Gautier
Transports



Image:

[1]

OPPOSITION. La « *belle unité* », pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, pour obtenir que la future ligne à grande vitesse POCL - Paris-Orléans-Clermont-Lyon - desserve les gares d'Orléans et de Bourges, sera-t-elle suffisante pour infléchir le scénario aujourd'hui privilégié par SNCF Réseau ? Ce front commun s'est, en tous les cas, exprimé solidairement, ce jeudi 19 février, dans le bureau du secrétaire d'État chargé des Transports, Alain Vidalies, puisque des élus de la région Centre y ont exprimé collégalement leur désaccord ferme avec le tracé médian qui pourrait être retenu. Parmi eux, Jean-Pierre Sueur, mais également Serge Grouard, député-maire (UMP) d'Orléans, François Bonneau, président PS de la région Centre-Val de Loire, et des représentants des départements du Cher et de l'Indre principalement. Au total, onze élus unis pour dire leur opposition farouche au tracé médian envisagé.

« *Les possibilités de mettre en place des "barreaux" pour relier la ligne à grande vitesse aux gares d'Orléans et de Bourges, ce sont des leurres, des plaisanteries* »

« *Le ministre a écouté nos arguments pendant une heure. Nous avons dit que si le POCL traversait le Loiret sans s'y arrêter, c'était une absurdité. Orléans serait la seule capitale régionale à ne pas être reliée au TGV. On a beaucoup développé la théorie du Y inversé qui consiste à dire qu'il faut un tronçon commun Paris-Orléans-Bourges et qu'ensuite, on peut se relier au tracé du POLT - Paris-Orléans-Limoges-Toulouse. Les possibilités de mettre en place des "barreaux" pour relier la ligne à grande vitesse aux gares d'Orléans et de Bourges, ce sont des leurres, des plaisanteries, c'était le système du 19^e siècle* », poursuit le sénateur socialiste.

Pour le ministre, la priorité est « *sécuriser les lignes existantes* »

« *Attentif* » à ces arguments, le ministre a indiqué à ses interlocuteurs que « *la décision serait prise au printemps* », rappelant néanmoins que la priorité actuelle du gouvernement était de « *sécuriser les lignes existantes* ». À n'en pas douter, la délégation, emmenée par Remy Pointereau, le président de l'association TGV Grand Centre Auvergne, et qui réunit, maires, présidents de conseils généraux, régionaux, et président d'agglomérations de l'ensemble des régions concernées par le tracé, mise sur les lenteurs administratives et techniques pour infléchir l'option prise. « *Nous avons bien dit qu'il n'y avait pas d'urgence à prendre une telle décision* », résume Jean-Pierre Sueur. D'autant moins si

elle est défavorable dans l'immédiat aux intérêts du Loiret.

A. G.

Exergue:

La délégation régionale était emmenée par Remy Pointereau, le président de l'association TGV Grand Centre Auvergne

[POCL](#) [2]

[Orléans](#) [3]

[loiret](#) [4]

[délégation](#) [5]

[Alain Vidalies](#) [6]

[transports](#) [7]

[Serge Grouard](#) [8]

[Jean-Pierre Sueur](#) [9]

[françois Bonneau](#) [10]